



Ingénierie globale de la construction

12 rue Amiral Romain Desfossés  
29200 BREST - Tél : 02.98.45.00.66

CCTP Lot N° 00

DCE - Décembre 2025



## Projet de restructuration du Hall Aquaculture Neptune

### Maître d'Ouvrage

#### **IFREMER - Centre Bretagne**

1625, Route de Sainte-Anne  
29280 PLOUZANE

### Maîtrise d'œuvre

#### **IDEA Ingénierie** BET Fluides Electricité Economie

12 rue Amiral Romain Desfossés – 29 200 BREST  
Tél. : 02 98 45 00 66 - Courriel : [contact@idea-ing.bzh](mailto:contact@idea-ing.bzh)

---

Cahier des Clauses Techniques Particulières

## Prescriptions générales

## SOMMAIRE

1. Objet des travaux.....	3
2. Désignation des différents participants .....	3
3. Estimation des travaux .....	3
3.1. Objet du CCTP .....	3
3.2. Connaissance des lieux .....	4
3.3. Exécution des prestations .....	4
3.4. Travaux supplémentaires .....	4
4. Exécution des travaux .....	4
4.1. Vérifications .....	4
4.2. Documents de référence, qualifications.....	4
4.3. Préconisations vis-à-vis du risque sismique .....	5
4.4. Matériaux .....	5
4.5. Plans d'exécution et de détail .....	5
4.6. Essais, épreuves, contrôles et réceptions .....	5
4.7. Hygiène et sécurité .....	5
5. Divers .....	6
5.1. Démarches administratives .....	6
5.2. Branchements .....	6
5.3. Bureau, clôture et accès au chantier .....	6
5.4. Tenue du chantier .....	6
5.5. Gestion des déchets .....	6
5.6. Percements, scellements et raccords divers .....	6
5.7. Réservations .....	6
5.8. Sujétions d'accès .....	7
5.9. Niveaux de référence .....	7
5.10. Compte prorata .....	7
5.11. Détérioration d'ouvrage.....	7
5.12. Protection contre les vols.....	7
5.13. Nuisances .....	7
5.14. Réunions de chantier.....	7
5.15. Période de préparation .....	8
6. Phasage et déroulement des travaux.....	8
6.1. Phasage .....	8
6.2. Déroulement des travaux.....	8
7. Délai d'exécution .....	8
8. Garantie de l'entreprise .....	8
9. Document des Ouvrages Exécutés .....	8
10.Coordonnateur de sécurité .....	9

## 1. Objet des travaux

Le projet a pour objet les travaux de restructuration du Hall aquaculture Neptune du centre IFREMER, 1 625 Route de Ste Anne à PLOUZANE.

## 2. Désignation des différents participants

Maître d'ouvrage :	<b>IFREMER - Centre Bretagne</b> 1625, Route de Sainte-Anne 29280 PLOUZANE
Maître d'œuvre :	<b>IDEA Ingénierie</b> 12 rue Amiral Romain Desfossés – 29200 BREST Tél : 02.98.45.00.66 Contact & E-mail : - Economie : Emeric CHOLLET - emeric.chollet@idea-ing.bzh - Electricité : Francois JACOPIN – francois.jacopin@idea-ing.bzh - CVP : Séverine PROVOST – severine.provost@idea-ing.bzh
Bureau de contrôle :	<b>SOCOTEC – Agence de Brest</b> Zac Kergaradec III 180 rue Kerevern 29490 GUIPAVAS Tél : 02.98.41.44.94 Contact : Cyril PELE E-mail : cyril.pele@socotec.com
Coordonnateur SPS :	<b>SOCOTEC – Agence de Brest</b> Zac Kergaradec III 180 rue Kerevern 29490 GUIPAVAS Tél : 02.98.41.44.94 Contact : Hélène SCHMITT E-mail : helene.schmitt@socotec.com

### Nomenclature des lots

✓ Lot N°00	Prescriptions générales
✓ Lot N°01	Démolition - Gros œuvre
✓ Lot N°02	Rideau métallique
✓ Lot N°03	Cloisonnement isotherme
✓ Lot N°04	Revêtements de sol résine
✓ Lot N°05	Peinture - Nettoyage
✓ Lot N°06	Chauffage – Ventilation – Plomberie
✓ Lot N°07	Electricité
✓ Lot N°08	Equipements de laboratoire

## 3. Estimation des travaux

### 3.1. Objet du CCTP

Le présent CCTP a pour objet de faire connaître le programme général des travaux, ainsi que leurs modalités d'exécution.

### **3.2. Connaissance des lieux**

L'entrepreneur est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux ainsi que du dossier de consultations dans son intégralité (TCE et tous documents), et donc avoir apprécié les difficultés qui peuvent résulter de leur état, pour prévoir dans son offre de prix toutes les sujétions qui en découlent. Les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune plus-value pour méconnaissance de l'existant et de ses incidences.

### **3.3. Exécution des prestations**

Pour l'exécution de chaque prestation, l'entreprise devra prévoir toutes fournitures et tous produits nécessaires à une parfaite exécution de ses ouvrages, pour aboutir à des travaux finis, propres à une livraison dans les règles de l'art. Les prix comprennent donc tous travaux accessoires, tels que :

- Les ouvrages et moyens de sécurité pour la protection des personnes, protection des ouvrages déjà construits,
- Transports à pied d'œuvre,
- Stockage et mise à l'abri des matériaux,
- Tous moyens de levage nécessaires à la mise en place de ses ouvrages,
- Toutes les installations de chantier nécessaires à la pose des matériaux et éléments de construction,
- Leur montage et mise en place définitive, quelles qu'en soient les sujétions,
- Tous percements de quelque nature qu'il soit afin d'exécuter les travaux ainsi que les rebouchages ou reprises nécessaires à la bonne finition de l'ouvrage,
- Leur assemblage, calage, réglage, et mise à niveau,
- La protection et l'entretien en bon état de ses ouvrages, jusqu'à la réception des travaux,
- La remise en état des locaux dès achèvement des travaux.
- Le repli de tous moyens et matériaux qui ont servis à la bonne exécution de ses travaux.
- Le traitement des déchets.

L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'un manque de précision du C.C.T.P. pour prétendre ne pas devoir toutes sujétions, ou réclamer une indemnité supplémentaire au forfait pour tout ouvrage accessoire faisant normalement partie de leur prestation.

### **3.4. Travaux supplémentaires**

Pour tout travail supplémentaire qui s'avérera nécessaire, l'entrepreneur devra fournir en temps utile et avant toute exécution, une proposition de prix détaillée, afin de recevoir l'approbation du Maître de l'Ouvrage et un ordre de service contresigné par ce dernier, et signé du Maître de l'Ouvrage et de l'Entrepreneur. Aucun travail supplémentaire ne devra être exécuté sans cet ordre de service.

## **4. Exécution des travaux**

### **4.1. Vérifications**

L'entrepreneur sera tenu d'informer le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage de tout ce qui lui semblerait douteux ou non conforme aux règles de l'art, ou règlements en vigueur. Faute de se conformer à cette obligation, il deviendra responsable des erreurs d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient. L'entrepreneur devra donc vérifier :

- Les cotations portées sur les plans.
- L'exécution des travaux préparatoires.
- La conformité aux règles de l'art, la qualité des matériaux et la finition de la mise en œuvre.

### **4.2. Documents de référence, qualifications**

Les matériaux employés et l'exécution des ouvrages devront répondre aux stipulations des documents suivants :

- Normes françaises AFNOR
- D.T.U.

- Norme APSAD D14A
- Règles N.V.
- Règles professionnelles
- Avis techniques
- Règles de sécurité
- Toute autre norme applicable à l'exécution des travaux objets du présent marché.

Au cas où une stipulation du présent CCTP serait en contradiction avec une spécification d'un de ces documents, cette dernière prévaudrait, et l'entrepreneur serait tenu d'en avvertir le Maître d'œuvre.

#### **4.3. Préconisations vis-à-vis du risque sismique**

Les Entrepreneurs intégreront dans leurs offres toutes les préconisations de la réglementation parasismique applicable à partir du 1<sup>er</sup> mai 2011. Elles prévaudront sur toutes les préconisations décrites dans les CCTP si celle-ci avaient un caractère normatif réducteur au regard de ladite réglementation.

#### **4.4. Matériaux**

Tous les travaux seront exécutés avec des matériaux de premier choix, sauf stipulation contraire au présent CCTP. Tous les matériaux et appareils devront être garantis par leur fabricant. L'entrepreneur devra, dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'approbation du marché, soumettre la provenance des matériels ou matériaux destinés à l'exécution des ouvrages. Un échantillon de tous les produits fabriqués ou manufacturés sera soumis au Maître d'œuvre avant toute commande. L'entrepreneur devra s'assurer de la possibilité et de la certitude d'obtenir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la marche régulière du chantier.

#### **4.5. Plans d'exécution et de détail**

Le dossier remis à l'entrepreneur lors de la consultation est un dossier directeur d'exécution. L'entrepreneur est tenu d'établir tous les plans d'exécution et de détail nécessaires à partir de ces plans généraux et éventuellement d'indications complémentaires écrites par le Maître d'Œuvre.

Tous les plans d'exécution et de détail établis par l'entrepreneur seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre. Ils devront être accompagnés de toutes les pièces nécessaires à leur examen, pour une bonne compréhension.

L'intégralité des documents, échantillons, plans de détail et plans d'exécution devront être remis au Maître d'œuvre dans une durée d'un mois à compter de l'ordre de service de début des travaux, au format papier et dwg avec pour échelle le mètre.

Un planning de remise des documents d'exécution sera établi par l'OPC et devra être respecté. En cas de retard, les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.

#### **4.6. Essais, épreuves, contrôles et réceptions**

Le Maître d'œuvre, le Maître de l'Ouvrage ou le Bureau de Contrôle pourront exiger de l'entrepreneur tous essais, épreuves, contrôles et réceptions indiqués par les règlements et D.T.U. en vigueur, qu'ils jugeront nécessaires, aux frais exclusifs de l'entrepreneur. Notamment les essais COPREC 1 et 2.

- VM : Ventilation mécanique
- CH : Chauffage
- EL : Installations électriques
- PB : Plomberie sanitaire
- RA : Réseaux d'alimentation en eau
- RE : Réseaux d'évacuation

#### **4.7. Hygiène et sécurité**

En matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier, l'application de l'article 09.1 de la norme P 03-001 est particulièrement rappelée, et par là, le respect des prescriptions légales : installations des échafaudages, garde-corps, obturation des

trémies, etc. En outre, le décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par des entreprises extérieures est applicable à cette opération. De même, ces travaux entrent dans le champ d'application de la circulaire DRT 93-14 du 18 mars 1993.

De manière générale, l'entrepreneur se référera au PGC du Coordonnateur SPS.

## **5. Divers**

### **5.1. Démarches administratives**

Les entrepreneurs feront toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de leurs travaux.

### **5.2. Branchements**

**Le titulaire du lot « Electricité » devra toutes les alimentations, ouvrages et branchements pour l'alimentation en électricité du chantier, compris sous-compteur.**

**Le titulaire du lot « Chauffage - Ventilation - Plomberie » devra toutes les alimentations, ouvrages et branchements pour l'alimentation en eau du chantier compris robinet de puisage et sous compteur Eau.**

Les Entrepreneurs effectueront les démarches nécessaires, de manière à ce que le chantier soit alimenté durant toute sa durée.

### **5.3. Bureau, clôture et accès au chantier**

Suivant prescriptions du coordonnateur de sécurité indiquées au PGC.

### **5.4. Tenue du chantier**

D'une manière générale suivant les prescriptions du coordonnateur S.P.S., l'évacuation quotidienne des gravats du bâtiment jusqu'aux bennes de tri est à la charge de chaque entrepreneur. Aucun stockage, de quelque nature qu'il soit, ne sera accepté dans les zones de circulations, à l'intérieur du bâtiment en chantier, et ou aux abords.

Au cas où ces prescriptions ne seraient pas respectées, le Maître d'œuvre fera procéder au nettoyage et/ou à l'évacuation des gravats par une entreprise spécialisée au frais des entreprises défaillantes et ou présentes sur le chantier.

### **5.5. Gestion des déchets**

Chaque entreprise devra la gestion de ses propres déchets. Ces derniers seront évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### **5.6. Percements, scellements et raccords divers**

Chaque entreprise doit assurer, à ses frais, tous les percements, saignées, réservations, scellements et raccords divers nécessaires à la bonne réalisation de ses travaux.

La réalisation des rebouchages et calfeutrements devra assurer une parfaite étanchéité à l'eau et à l'air.

### **5.7. Réservations**

Les réservations dans les ouvrages de structure seront réalisées par les entrepreneurs ayant à leur charge la réalisation de ces structures, pour le compte des entrepreneurs pour qui ces réservations seront nécessaires.

Les trous, réservations, passages et saignées dans les cloisons ou les ouvrages de maçonnerie seront à la charge des entrepreneurs intéressés, sauf sur indications fournies au préalable.

### **5.8. Sujétions d'accès**

Chaque entrepreneur devra toutes les sujétions de moyens d'accès (Nacelles, échafaudages, échelles ...) pour la réalisation de ses travaux. Les moyens d'accès devront être conformes aux prescriptions et recommandations du coordonnateur SPS.

### **5.9. Niveaux de référence**

Les axes et niveaux de références sont définis à partir des constructions existantes.

L'entrepreneur du lot « Gros œuvre » est tenu de veiller à l'établissement et à la conservation des piquets, repères de base et de niveau d'altimétrie ; de les réaliser ou de les remplacer à ses frais dans ces conditions, soit à leur emplacement primitif, soit en d'autres points si les besoins des travaux l'exigent. Toutefois, ces modifications de piquetage doivent être approuvées par le Maître d'Œuvre.

### **5.10. Compte prorata**

Sans objet.

### **5.11. Détérioration d'ouvrage**

L'entrepreneur est tenu pour seul responsable des dégâts qu'il pourrait occasionner. Il devra, à ses frais, la remise en état des ouvrages. Dans le cas où le responsable des dégradations ne serait pas désigné, les frais de remise en état seraient imputés au compte prorata.

### **5.12. Protection contre les vols**

**Chaque entrepreneur est responsable de ses matériaux stockés sur le chantier ; il pourra s'il veut se prémunir des vols, prévoir l'installation d'un bungalow fermé à clé pour le stockage de ses matériaux.**  
**En aucun cas les vols sur le chantier ne seront pris en charge par le compte prorata.**

### **5.13. Nuisances**

Les nuisances sonores, émissions de poussières, salissures de la voirie, devront être réduites au maximum.

Les travaux bruyants devront être réalisés à l'aide d'engins et de matériel respectant la législation. Le choix des modes opératoires devra intégrer le critère de bruit. L'entreprise devra indiquer les nuisances acoustiques provoquées par chaque tâche. Elle devra proposer des solutions pour réduire ces nuisances.

Les émissions de poussières devront être limitées avec un nettoyage régulier du chantier et des voiries, la réduction des démolitions ou reprises lors de la construction, des découpes avec utilisation d'eau.

### **5.14. Réunions de chantier**

En phase travaux, une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu, la date et l'heure de ces réunions seront fixées lors de la première réunion préparatoire.

Les entrepreneurs ou leurs représentants seront tenus de bloquer le créneau horaire fixé durant toute la durée du chantier. Chaque convocation leur sera indiquée sur le compte-rendu de chantier précédent la prochaine réunion. Ces réunions **devront être préparées en amont**, un comportement dilettante ne sera pas toléré. A chaque réunion, les entrepreneurs devront être munis de leur dossier complet.

A l'issue de chaque réunion, les entrepreneurs devront transmettre les différentes informations échangées et actées en cours de réunion. Dans le cas où la Maîtrise d'œuvre doit se substituer à l'encadrement de l'entreprise pour assurer la bonne circulation des informations sur le chantier, celle-ci se réserve le droit de transmettre une facturation horaire.

Toute absence non excusée donnera lieu à l'application des pénalités prévues au CCAP. Les retards en réunion de chantier seront comptabilisés après le 1<sup>er</sup> quart d'heure de réunion.

### **5.15. Période de préparation**

Une période de préparation aura lieu en amont de la phase travaux. Elle aura une durée de **1 mois**. Durant cette période, l'entrepreneur sera tenu de communiquer à la maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique :

Sous 15 jours maximum :

- Descentes de charges (TCE) compris implantation.
- Réservations des ouvrages pour les lots structure et participant au hors d'eau hors d'air.
- Temps de réalisation tâche / tâche pour chaque phase.

Avant la fin de la période de préparation :

- L'ensemble de ses plans de détails et d'exécution sous format papier et informatique.
- L'ensemble des documentations ou échantillons des matériaux et équipements qu'il se propose d'installer.
- Les procès-verbaux.

La non remise des plans ou documentations durant cette période donnera lieu à l'application des pénalités prévues au CCAP.

## **6. Phasage et déroulement des travaux**

### **6.1. Phasage**

Les travaux objets du présent marché seront exécutés en une phase.

### **6.2. Déroulement des travaux**

Cf. planning joint en Annexe.

## **7. Délai d'exécution**

Le délai global des travaux est de **5 mois**, compris période de préparation.

## **8. Garantie de l'entreprise**

La période de garantie de parfait achèvement portera sur une année à compter de la date de réception, conformément à la Loi n° 78.12 du 4 Janvier 1978.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de procéder, pendant la période de garantie, à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaires, après avoir averti l'Entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'Entreprise sera tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les mêmes travaux, elle devra procéder à ses frais (pièces et main d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'entreprise disposera d'un délai de trente jours, sauf accord contraire avec le Maître de l'Ouvrage, pour remédier aux désordres dès notification de ceux-ci. Passé ce délai, le Maître de l'Ouvrage, pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

## **9. Document des Ouvrages Exécutés**

Les entreprises devront fournir des DOE en fin de travaux. Le paiement intégral ne pourra s'effectuer qu'après la réception et la validation de ces derniers par le Maître d'œuvre. Ils seront sous format papier et informatique pour les plans de recollement (format DXF ou DWG). La dernière situation ou facture ne sera visée qu'après réception des DOE. Le Maître d'Œuvre pourra fournir, à la demande des entrepreneurs, une copie des plans du dossier d'appel d'offres sous format DXF ou DWG.



## **10. Coordonnateur de sécurité**

Les entreprises se conformeront aux prescriptions et recommandations du coordonnateur SPS. Elles prendront en charge ces dernières et les incluront dans leurs offres.